



Bulletin WRM 259

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales
Novembre / Décembre 2021

Face aux obligations imposées par le capital, la lutte continue!



Notre Opinion: Semer la lutte et l'articulation collective.....	2
La coercition imposée par le mégaprojet de nouvelle capitale indonésienne et le mépris de la voix du peuple Balik.....	4
Mégaplantations de pins en Patagonie argentine : Invasion territoriale, incendies et manque d'eau.....	10
Le Fonds Arbaro : une stratégie d'expansion des plantations industrielles d'arbres dans les pays du Sud.....	16
L'agenda de l'entreprise de plantations industrielles d'arbres Suzano à la COP26 de l'ONU sur le climat : expansion, arbres OGM et certification FSC.....	22

RECOMMANDATIONS

Série d'animation « Histoires de décolonisation ».....	27
L'économie féministe : apprenons avec les agricultrices.....	27
Pollueurs et pilleurs. Les racines des crises africaines.....	27
Surveillance des territoires : agriculture 4.0.....	28
L'escroquerie de la compensation de Total.....	28

Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes : Militant et journaliste indonésien; Collectif Aguayala, Argentine; REDD-Monitor; et les membres du secrétariat international du WRM

Face aux obligations imposées par le capital, la lutte continue!

Notre Opinion

Semer la lutte et l'articulation collective

Nous vous invitons à réfléchir avec une militante du Brésil qui explore les processus de lutte et de résistance et les défis qu'affronte sa communauté. Nous vous invitons également à vous joindre à la résistance collective, peu importe votre propre contexte et vos espaces organisationnels. La lutte continue et la lutte est une !

En vertu de son rôle d'accompagnateur et d'appuyeur des luttes populaires et de la base dans la défense du territoire et des forêts, le WRM a écouté et appris des nombreuses rencontres, échanges, dialogues et visites avec nos alliés de différentes régions du Sud et du Nord mondial. Les innombrables et diverses résistances qui émergent et persistent malgré les obstacles inouïs suscitent notre profonde admiration.

Malgré la violence exercée contre leurs territoires et leurs vies, malgré l'immense pression et les multiples plans d'expansion du modèle extractif présentés comme des « solutions vertes ; » malgré le harcèlement et la violence sexuelle que subissent de nombreuses femmes et filles qui vivent à l'intérieur et à proximité des concessions extractivistes, notamment des plantations industrielles de monocultures, de la contamination de leurs sols, de leurs aliments et de leurs sources d'eau ; malgré l'intimidation et la criminalisation ; malgré la marginalisation et le racisme structurel ; etc. Malgré tout cela, les luttes continuent et l'espoir est présent.

Nous vous invitons à lire une réflexion très importante de Rosalva Gomes, une femme militante du Movimento Interstadual de Quebradoras de Coco Babasú (Mouvement interétatique de briseuses de coco babasú,) qui vit de la cueillette et de la transformation de cocos du palmier babasú. Elle a relaté son expérience et ses apprentissages sur la résistance et ses défis à l'occasion d'une rencontre de dirigeants et de représentants de communautés du Mozambique, de la Tanzanie et du Brésil touchées par les plantations industrielles d'arbres.

« Il n'y a pas de recette prédéfinie pour résister. Cela dépend de chaque territoire, de sa portée, de sa force interne et aussi de la spécificité de chaque pays, État et communauté. Mais il faut suivre une stratégie d'unification. Parce que nous sommes certaines d'une chose : si nous ne contribuons pas au renforcement, en unissant nos forces, nous subirons des conséquences très importantes, encore plus néfastes. Nous vivons déjà beaucoup de difficultés. L'union des forces entre les communautés et les organisations constitue une des voies d'avenir. »

Depuis 2014, l'usine de Suzano Papel y Celulosa, à Imperatriz, État de Maranhão, Brésil, produit annuellement environ 1,65 million de tonnes de cellulose et 60 000 tonnes de papier hygiénique. Avec les routes, le transport incessant de bois et l'affluence massive de travailleurs, cette usine cause énormément de destruction pour les populations de la zone. Elle raconte :

« C'est dans la communauté de Curvelandia, ici près d'Imperatriz, une communauté de travailleuses et travailleurs ruraux, qu'a commencé le conflit contre les camions qui transportent les troncs d'eucalyptus. Auparavant, les camionneurs utilisaient une route derrière la communauté, mais récemment, ils voulaient emprunter le chemin qui traverse la communauté. Le premier jour, la communauté s'est organisée et unie et a fermé la voie. La police est arrivée sur les lieux avec son air de supériorité pour protéger l'entreprise. Mais la communauté a bloqué le chemin. L'entreprise s'est présentée et des négociations ont commencé. La communauté a exigé la tenue d'une réunion parce qu'on ne l'écoutait pas. Après beaucoup d'insistance, une réunion a eu lieu avec l'entreprise Suzano dans laquelle la communauté a demandé que les camions cessent de traverser la communauté. Entre-temps, les organisations d'appui concevaient des formes de communication et de lancement d'alertes sur ce problème, car ces entreprises n'aiment pas que l'on dénonce leurs crimes. Nous avons produit une vidéo qui raconte l'histoire, nous avons préparé une dénonciation et maintenant nous la remettons au Conseil national des droits humains. Les camions se sont faits plus rares. L'entreprise a tenté de nous intimider, mais elle a vu que nous avons lancé le message "Nous sommes en alerte." »

Comment avons-nous réussi ? Tous les membres de la communauté ont participé. Il y avait des hommes, des femmes, des aînés, des jeunes, tout le monde. Ils ont signé une pétition et présenté un protocole à la municipalité. Ils n'ont consulté personne. C'est un processus lent. Le mouvement doit commencer à l'intérieur et s'étendre vers l'extérieur. Aucune force n'est plus grande que celle-là. Les organisations d'appui aident beaucoup, mais cette force de l'intérieur, cet engagement, cette présence constante, ce savoir alerter, transmettre le message et organiser la population pour qu'elle participe... Notre voie dispose d'une force beaucoup plus grande et elle renforce les groupes qui nous aident.

Ainsi, nous parlons de résistance et de résistance, mais nous devons trouver comment affronter l'entreprise, parce que bien souvent, nous endurons les problèmes, n'est-ce pas ? Il faut lutter pour résoudre nos situations, en tenant compte de nos propres contextes, en nous imposant d'une manière ou d'une autre.

La semence de la lutte et de l'articulation collective constituent deux stratégies qu'il faut adapter aux conditions de chaque région et pays, afin qu'elles fonctionnent vraiment. »

Joignons-nous toutes et tous à la résistance collective à partir de nos propres contextes et espaces de lutte !

La coercition imposée par le mégaprojet de nouvelle capitale indonésienne et le mépris de la voix du peuple Balik

Le peuple Balik victime des impacts du mégaprojet de construction de la nouvelle capitale indonésienne à Bornéo. Les responsables gouvernementaux et les élites économiques du pays font certainement partie de ceux qui profiteront du projet. « Personne ne veut entendre notre voix », explique une femme Balik qui témoigne des conséquences déjà entraînées par ce vaste accaparement de terres et de cultures.

[Cet article est disponible en indonésien](#)

Le gouvernement indonésien prévoit de déplacer sa capitale de Jakarta, à Java, vers l'île de Bornéo au cours du premier trimestre 2024. L'emplacement choisi pour ce mégaprojet immobilier est une zone répartie entre la régence de Penajam Paser du Nord et la régence de Kutai Kartanegara dans la province du Kalimantan oriental, à Bornéo. Le gouvernement envisage de transformer 200 000 hectares de forêt pour y installer le nouveau centre administratif du pays. Ce projet vient s'ajouter concessions minières, d'exploitation forestière et de plantation de palmiers à huile déjà existantes, qui ont fait payer un lourd tribut aux les forêts tropicales de Bornéo et aux communautés forestières.

Le peuple Balik vit au milieu du site du projet de la nouvelle capitale. Cet article vise à faire entendre sa voix. Le peuple Balik est réparti dans plusieurs villages, comme le village de Pemaluan avec 64 familles, le village de Sabut, Harapan Baru et d'autres villages du district de Sepaku. Leur chef traditionnel, Jubain, craint que cela entraîne des conflits avec l'afflux de migrants, à mesure qu'un très grand nombre de personnes vont s'installer sur le site de la nouvelle capitale, et alors que l'accaparement massif des terres a déjà commencé à se faire sentir dans leurs communautés.

L'histoire de Jubain et du peuple Balik à Bornéo

Un matin, Jubain (56 ans), un chef traditionnel du peuple Balik, est parti précipitamment pour la ville de Balikpapan. En compagnie d'autres membres de la communauté, il s'y est rendu en réponse à l'invitation du président indonésien Jokowi à une réunion avec les dirigeants communautaires du Kalimantan oriental. La rencontre était prévue en marge de la visite du Président sur le site potentiel de la nouvelle capitale (IKN, *Ibu Kota Negara*) et de l'inauguration de l'autoroute à péage Balikpapan-Samarinda, le 17 décembre 2019. Cependant, au lieu d'avoir la possibilité de communiquer les points de vue des communautés, Jubain et les autres dirigeants n'ont même pas été autorisés à s'approcher de la salle de réunion.

« On ne pouvait même pas s'approcher, encore moins entrer. Nous nous sommes donc simplement assis à l'extérieur de la salle de réunion », déplore Jubain. Il a appris par la suite qu'il n'y avait pas de possibilité de poser des questions lors de la réunion et que le public n'avait donc pas eu la possibilité d'exprimer une quelconque question ou préoccupation.

Le chef du peuple Balik était incontestablement déçu. « Nous vivons sur le lieu même de la nouvelle capitale, dans la première couronne urbaine. S'ils veulent s'emparer de notre village, où irons-nous ? » demande Jubain. « Il [le président] est le grand patron. S'il ne veut pas écouter les critiques du public et des communautés, nous allons sûrement tous avoir de gros problèmes », poursuit-il.

La communauté Balik de Jubain fait en effet partie de celles qui auront à supporter les impacts du mégaprojet de la nouvelle capitale, alors que les responsables gouvernementaux et les chefs d'entreprise font certainement partie de ceux qui en profiteront. Conscient de cela, Jubain déclare : « Si ces gens sont des élitistes et des hommes d'affaires, ils adoreront l'idée. » Par ailleurs, Dahlia, une danseuse de la communauté Balik qui possède un studio d'art dans le village de Harapan Baru, déclare que, bien que le projet de la nouvelle capitale n'ait pas encore été mis en œuvre, les problèmes se font déjà sentir. « Je ne peux pas imaginer ce qui se passera lorsque le projet sera prêt à être mis en œuvre », a-t-elle déclaré. « Mais c'est quand même inutile », a poursuivi Dahlia, « Personne ne veut entendre notre voix. J'ai envie de pleurer et de crier. J'ai l'impression que nous sommes colonisés alors que nous sommes dans un pays libre et indépendant.

Par exemple, Jubain a expliqué que dès que le gouvernement a désigné le district de Sepaku comme site potentiel de la nouvelle capitale, des conflits fonciers ont commencé à apparaître. « Le plus gros problème, c'est la question foncière », explique-t-il. Avant que le projet n'arrive dans le district, le village était sain et sauf. « Dans le passé, personne ne pensait que sa terre avait une grande valeur. Aujourd'hui, par exemple, des parcelles de 15 x 20 mètres carrés valent déjà des dizaines de millions de roupies indonésiennes. Avant, le prix le plus élevé n'était que de huit millions [environ 550 dollars] », déclare-t-il. Désormais, lorsque les terres sont certifiées, c'est-à-dire mesurées et enregistrées par le gouvernement, leur prix pourrait être multiplié jusqu'à atteindre un milliard de roupies indonésiennes [environ 69 000 dollars] par hectare.

Les communautés de ce district avaient déjà beaucoup souffert pendant la période d'exploitation du bois par l'International Timber Company Indonesia (ITCI) et PT ITCI Hutani Manunggal (IHM). L'existence du mégaprojet de nouvelle capitale ne fait qu'empirer la situation. Jubain ajoute tristement que « [la nouvelle capitale] formera une barrière qui détruira et anéantira lentement la culture traditionnelle du peuple Balik. »

La concession de la nouvelle capitale empiète sur les terres de la communauté Balik

Jubain explique que la zone de la nouvelle capitale se trouve dans les concessions de IHM et ITCI. Cette zone fait partie de la région de peuplement du peuple Balik. « La concession IHM se trouve à environ 200 mètres de ma maison », dit-il. « J'ai parlé avec le responsable des relations publiques de la société IHM et il m'a dit que la zone qui a été choisie pour la capitale a été gardée par les autorités », poursuit-il.

Peu de temps après que le village de Jubain a été choisi comme site potentiel pour la nouvelle capitale, un groupe de personnes est venu à Pemaluan pour mesurer et enregistrer les terres de la communauté. Ils ont un programme qui vise à certifier 1 000 parcelles pour les résidents qui vivent dans la zone du projet de la nouvelle capitale. « Je possède environ 5 hectares qui sont maintenant dans la zone de concession, c'était le jardin de nos parents. Nous étions ici les premiers. Nous sommes ici depuis longtemps. Comment se fait-il qu'il y ait soudainement une carte avec cette concession ? », demande Jubain. Il critique le fait que les habitants de Pemaluan n'aient même pas été consultés sur les plans de la nouvelle capitale.

L'histoire de cette région montre que le peuple Balik l'habite depuis longtemps et perpétue ses traditions et sa culture depuis des générations. « Nous ne sommes pas dans [la zone de] l'entreprise, c'est l'entreprise qui est sur les terres de notre peuple », affirme Jubain.

Diverses parties font pression pour permettre au nouveau projet d'accéder aux terres des habitants de Pemaluan, en plus des terres que le gouvernement a bloquées pour les concessions forestières. « Maintenant, il y a déjà plusieurs habitants de Pemaluan qui ont vendu leurs terres », déplore-t-il.

Il exprime aussi la profonde déception qu'il a ressentie à l'égard des autorités de la régence de Penajam Paser du Nord lorsque le projet de nouvelle capitale a été attribué à leur région. Il n'y a eu aucune communication avec les habitants et la communauté Balik. « Le régent a immédiatement accepté de céder et de défricher les terres pour le projet. De quelles terres parlent-ils ? C'est là le problème. Ils ne connaissent pas les problèmes à l'intérieur et les impacts sur les gens », estime Jubain.

Les tactiques des chefs de villages traditionnels

Jubain est officiellement reconnu par les autorités locales comme le chef coutumier de l'institution coutumière de la régence de North Penajam Paser du Nord et a été officiellement élu par sa communauté en 2017. Pourtant, dans le village de Sabut, le chef coutumier était nommé par la ville de Balikpapan. « Il n'y a eu aucune élection », explique-t-il, « et soudain, il y a un chef de village ». C'est l'étranger qui décide et nomme le chef coutumier. » Selon Jubain, certains ont manifestement un intérêt à tirer parti de cette situation.

Jubain explique qu'il a reçu la visite de personnes qui prétendaient être membres de la communauté Balik. Cependant, aucune de ces personnes ne parlait la langue Balik. Elles prétendaient vouloir aider les Balinais à obtenir leurs terres coutumières. Jubain a alors poliment refusé, affirmant qu'il ne pouvait pas prendre de décisions seul car il y a d'autres chefs coutumiers au niveau de la régence. S'ils disaient oui, Jubain serait également d'accord.

Même s'il admet que ses opinions diffèrent de celles des institutions traditionnelles du district concernant la présence de la nouvelle capitale, il pense qu'il est nécessaire de se préoccuper des futurs impacts. Il s'inquiète de la venue sur leurs terres de populations venant d'autres endroits et d'autres villes. « Nous sommes inquiets si ces gens sont de riches hommes d'affaires. Nos valeurs, nos habitudes, notre culture, notre langue, seront perdues. Si nos terres nous sont retirées et que nous sommes séparés, nous ne savons pas où aller », s'alarme Jubain.

Les destructions ont commencé avec l'arrivée d'ITCI et d'IHM

L'agitation provoquée par les activités de défrichement de l'entreprise, explique Jubain, a également des impacts sur les changements socioculturels dans la communauté. Il se souvient de son enfance, lorsque l'entreprise ITCI a démarré ses travaux, à la fin des années 1960. ITCI a commencé par construire des installations portuaires et des routes. Aujourd'hui, cette société dispose d'une concession de 173 395 hectares qui se trouve dans la deuxième couronne du projet de nouvelle capitale. Le président d'ITCI est le frère cadet de Prabowo Subianto, le ministre de la Défense. L'entreprise a reçu un permis d'exploitation commerciale des produits forestiers (IUPHHK-HA) en 2012.

Sukanto Tanoto dispose aussi d'une concession au milieu du site du projet de la nouvelle capitale. Il a racheté la concession à Hashim Djojohadikusumo en 2006. Il est titulaire d'un permis spécial pour exploiter le bois des plantations industrielles (IUPHHK – HT) de PT. International Timber Corporation Indonesia Hutani Manunggal (PT. ITCI HM). Cette concession couvre une superficie de 161 127 hectares, dont 5 644 hectares recouvrent la zone centrale du site du projet de nouvelle capitale.

De 1972 à 2006, Jubain et les habitants de son village ont été contraints de respirer la les poussières provenant de l'autoroute, et cela ne s'arrêtait que lorsqu'il pleuvait. « Ils travaillaient jour et nuit à transporter du bois. On peut dire que toutes les 10 minutes leurs véhicules passent ».

L'autoroute créée par la société ITCI a divisé le village de Jubain. « Il ne reste plus rien là-bas », dit-il. Cette société a créé une zone d'entreposage en extérieur (*manampung*) dans le port, qui couvre environ 5 hectares. Là, ils empilent de grosses grumes de petit diamètre qu'ils transportent vers le district de Sepaku et ses environs.

Dans le village de Pemaluan, explique Jubain, la déforestation était omniprésente entre 1984 et 1985. Le rugissement des camions grumiers et des véhicules de bois empilé se faisait entendre tous les jours. Les ouvriers de l'entreprise abattaient sans pitié la forêt autour du village. Le long des pistes, ils défrichaient entièrement la forêt. « Une fois que l'entreprise est entrée sur nos terres, nous avons perdu nos moyens de subsistance, nos forêts, la terre était nue parce que les arbres avaient été coupés », regrette Jubain.

Perte de la culture

Jubain explique comment le peuple Balik vivait à la lisière des forêts et le long des rivières. Ses parents vivaient de la forêt. Les activités quotidiennes étaient la recherche de la résine et du rotin et la fabrication de bardeaux de toiture en bois. « Les produits étaient vendus à la ville de Balikpapan », se souvient-il.

La destruction de la forêt a également causé l'affaiblissement ou la disparition de la tradition du *mulun* (tradition de la médecine balik). Il estime qu'il existe une relation étroite entre les traditions médicinales et la perte des forêts en tant qu'espaces de vie. « Notre culture a commencé à disparaître quand il y a eu beaucoup de déforestation ici », explique-t-il.

Il se souvient également de l'époque où lui et son défunt père vivaient de l'agriculture autour du village. Il a lui-même été témoin de la déforestation lorsqu'il était ouvrier et ramassait des branches de bois qui servaient de combustible pour la production de polywood (bois synthétique) de l'entreprise.

Selon lui, les responsables de l'entreprise contrôlaient tout. « Nous ne pouvions rien faire parce que nous savions que sous le régime militaire, l'ère de Suharto, les gardes étaient chargés de la sécurité, avec l'armée. Entre 1985 et 1986, nous avons peur de ne plus être autorisés à travailler le bois, à utiliser une tronçonneuse, si nous n'appartenions pas à l'entreprise », explique-t-il.

Cependant certains villageois ont voulu aller chercher du bois qui n'avait pas été emporté par l'entreprise. « Certaines personnes du village ont été emmenées à la police pour avoir volé du bois dans la zone de l'entreprise », dit Jubain.

Non seulement leur espace de vie était déboisé, mais à cette époque l'entreprise ne se souciait pas du peuple Balik, par exemple, en termes d'éducation.

Jubain explique que la société ITCI a sa propre école. Les enfants du village ne sont pas autorisés à y faire leur scolarité. Seules les personnes qui sont des travailleurs permanents de l'entreprise peuvent suivre une formation dans les écoles ITCI. Ceux qui ne sont pas salariés peuvent s'inscrire s'ils payent les frais d'inscription et de scolarité. C'est évidemment difficile pour les villageois. La vie des villageois et des gens d'entreprise sont exactement à l'opposé. « Les salariés de l'entreprise sont riches et mènent une vie très confortable » explique-t-il.

Avant d'être choisi par la communauté Balik comme chef coutumier de l'*adat*, il a travaillé comme *wakar* ou garde motorisé pour un sous-traitant d'IHM. Il faisait cela pour gagner sa vie, ce qui était difficile en raison de la présence de l'entreprise.

Selon Jubain, tout cela a commencé parce que les gens pensent que la communauté Balik n'existe pas dans la zone forestière de Sepaku. « Des hélicoptères passaient, on a dit qu'ils établissaient une carte. Mais peut-être parce qu'ils regardaient d'en haut, ils ne savaient pas qu'il y avait des gens qui vivaient en dessous, le peuple Balik », remarque Jubain. De plus, poursuit-il, « la maison de nos parents avait des toits de chaume. Vu d'en haut, c'est tout vert. Donc les gens de l'entreprise ne pouvaient pas voir qu'il y avait des maisons ici en bas. »

Après que la société ITCI a rasé toutes les forêts en 2006, une partie de sa concession a été transférée à ITCI Hutani Mandiri (IHM), qui a planté du bois d'acacia. « Ces espèces d'acacia meurent au bout de cinq ans, alors ils font des récoltes tous les cinq ans », explique Jubain.

Cette entreprise s'est emparée des terres du peuple Balik. L'endroit où les Balik cultivaient et produisaient des fruits s'est soudainement retrouvé à l'intérieur de la concession de l'entreprise. « C'est d'abord ITCI qui est venu, puis il y a eu IHM, et il n'y avait rien pour nous. Maintenant, un autre plan s'est rajouté avec la création de la nouvelle capitale (IKN) », constate Jubain. Il estime qu'il s'agit d'une « atrocité politique ».

Des cultures appartenant à la communauté rasées par l'entreprise

Le 22 novembre 2019, les gens de la communauté Balik ont été choqués de voir une grosse pelleuse appartenant à PT ITCI Hutani Mandiri (IHM). Les cultures des habitants, comme les hévéas, ont été rasées par IHM. Les terres agricoles des gens situées près de la rivière Karnain ont été détruites. Le village Balik a également été choisi pour faire partie de la zone centrale du site du projet de nouvelle capitale.

Un habitant de Pemaluan, Menyü, explique que leur zone a été évacuée sans notification préalable. « On a retrouvé nos terres agricoles, qui couvrent une superficie d'environ 2 hectares avec 600 hévéas, 10 palmiers et 20 cocotiers, complètement rasés », raconte Menyü. Il n'y a eu aucun accord. L'entreprise a voulu indemniser avec 2 millions de roupies indonésiennes [environ 140 dollars], mais les habitants ont refusé. « La zone est

actuellement replantée [avec des plantations industrielles d'arbres] par la société IHM », dit Jubain.

Menuyu explique que le peuple Balik a une tradition agricole profondément enracinée, comme les autres peuples de Kalimantan. Le système est basé sur le concept de rotation des cultures. Après la récolte, la terre est laissée en jachère quelques années, et quand elle s'est rétablie et est redevenue fertile, l'agriculteur vient replanter de nouvelles cultures.

« Lorsque l'on laisse terre se rétablir, les habitants cultivent généralement des fruits, comme du *durian lai* et du tamarin, ou du *payang* qui ressemble à une balle de baseball », explique Menuyu. Selon lui, les arbres fruitiers sont une marque ou un symbole que la terre appartient à la zone gérée de façon coutumière. « C'est le signe de la légalité du peuple balik », déclare-t-il.

Maintenant, cependant, il est difficile de prouver la légalité de la zone, car l'entreprise a tout évacué. « C'est dans la zone de Sabut, à gauche si on va à Sepaku, il y a des fruits partout, tout est là *durian lai*, *langsar*, *ramboutan*, des centaines d'hectares, les gens essaient maintenant de poursuivre en justice [la société pour avoir détruit leurs arbres fruitiers]. La brigade mobile a été envoyée pour nous intimider », explique Menuyu. La brigade mobile est la branche militarisée de la police indonésienne. Connue sous le nom de BRIMOB, elle est l'une des forces de sécurité les plus équipées actuellement dans le pays. Le gouvernement a classé le projet de la nouvelle capitale dans la catégorie « projet stratégique national » et, par conséquent, la BRIMOB est également en charge de sa « sécurité ».

La zone était traditionnellement gérée par les habitants bien avant l'indépendance de l'Indonésie. Les terres gérées par les habitants se trouvent dans l'écosystème de la rivière Pemaluan et de ses affluents. Cependant, « les habitants ne peuvent plus utiliser ces rivières, notamment à cause de l'aggravation de la qualité de l'eau ». Pour Jubain, cela est lié à l'exploitation forestière menée par l'entreprise. De même, « dès que l'entreprise a construit les routes, les habitants se sont déplacés en suivant la route », a expliqué Jubain.

Jubain rappelle qu'avant l'arrivée des entreprises, les habitants ne manquaient jamais d'eau, car les rivières fournissaient l'eau propre dont ils avaient besoin. Le bouleversement a commencé à se faire sentir à partir des années 1990.

Le peuple Balik est depuis des décennies aux impacts des entreprises, principalement des sociétés d'exploitation forestière, mais malgré l'ampleur des destructions causées par leurs opérations, il a réussi à rester sur ses terres, à survivre et à perpétuer sa culture. Les projets de déplacement de la capitale vers leur territoire représentent une menace sérieuse pour toute la région et ils doivent être stoppés avant qu'ils ne se concrétisent.

Abdallah Naem,
Militant et journaliste indonésien

Mégaplantations de pins en Patagonie argentine : Invasion territoriale, incendies et manque d'eau

Le gouvernement argentin continue de subventionner les plantations industrielles d'arbres, maintenant en vertu de sa politique de lutte contre les changements climatiques. Il compte augmenter la superficie actuelle des plantations, de 1,3 million d'hectares, principalement de pins, à 2 millions d'hectares d'ici 2030. Les pins dévastent les territoires et les communautés avec les spoliations et les appropriations de terres, la déforestation et l'augmentation des incendies.

Le mois de mars 2021 a été un enfer pour les communautés de la région andine de la Patagonie argentine. Des incendies voraces ont fouetté le territoire, quatre personnes sont mortes et des centaines de familles ont perdu leurs maisons et moyens de subsistance. La région, située à l'ouest des provinces de Neuquén, de Río Negro et de Chubut, s'étend le long de la cordillère des Andes à proximité du Chili. Depuis 1970, la politique d'État a consisté à **remplacer la forêt indigène avec des plantations de pins exotiques à croissance rapide**. On a ignoré que cette essence des plantations industrielles est envahissante et se propage de manière incontrôlée.

Ces monocultures ont constitué un prétexte pour dépouiller et approprier des terres de communautés autochtones mapuches. (1) Un cas important au cours des derniers mois a été celui des plantations de pins de l'entrepreneur Rolando Rocco, près de la localité d'El Bolsón, dans la province du Río Negro. Depuis septembre 2021, la *lof* (communauté mapuche) de Quemquemtreu procède à une récupération de son territoire ancestral. Le gouvernement a réagi à cette action avec une violence extrême et mis en place un strict barrage policier et le 21 novembre, **deux jeunes de la communauté ont été attaqués à l'aide d'armes à feu : un des deux a été tué et l'autre a été gravement blessé**. Deux hommes liés aux plantations ont été détenus pour ce crime. (2) Le jeune Mapuche assassiné s'appelait Elías Garay Cayicol, 29 ans. En ce même endroit, en 1993, l'aînée mapuche Lucinda Quintupuray a été assassinée parce qu'elle refusait de vendre ses terres et par la suite, son fils a aussi été tué ; les autorités n'ont jamais ouvert d'enquête sur ces crimes. (3)

« Le soi-disant Plan forestier s'est emparé du territoire de nombreuses familles mapuches, » explique Mirta Ñancunao, de la communauté mapuche Las Huaytekas, au Río Negro. « Ceux d'entre nous qui restent toujours dans le territoire disposent de preuves claires et avons subi l'imposition, la soumission, les coups, la spoliation, les déplacements forcés, les poursuites judiciaires, la modification de l'habitat, la perturbation des écosystèmes et des ressources hydriques, la perte d'espace de pâturage pour les animaux, de cueillette de *lawen* [médicaments mapuches], de fruits et de bois. » Et elle observe que 50 ans plus tard, ils survivent comme des « intrus » dans une forêt envahie par les pins, sur de minuscules parcelles et en conflit judiciaire.

Malgré tous les effets des plantations, **le gouvernement argentin continue de subventionner les plantations industrielles en alléguant maintenant non seulement le soi-disant développement économique, mais aussi sa politique de lutte contre les changements climatiques**. Il prévoit augmenter la superficie actuelle des plantations, de 1,3 million d'hectares, principalement de pins, dont 100 000 établies dans la Patagonie, à 2 millions d'hectares d'ici 2030. (4)

Semer des fléaux

Les pins remplacent la forêt indigène dans un processus presque irréversible en raison de leur fort taux de reproduction, la rapidité de leur croissance et de leur régénération après les incendies forestiers. Les pins éteignent la biodiversité de la région : ils inhibent la croissance d'autres plantes en raison des substances qu'ils sécrètent et parce qu'ils dessèchent le sol. L'invasion en cours peut être observée dans de nombreux secteurs de la forêt andine patagonique. Les semences emportées par le vent germent même dans les lengales (écosystèmes forestiers de la Patagonie) en hauteur et on a souvent trouvé des exemples qui croissent à des dizaines de kilomètres de la plantation originale. (5)

Pins et feux de forêt

Dans les plantations de pin, le feu se propage cinq fois plus rapidement que dans la forêt indigène et trente fois plus rapidement que dans une steppe d'arbustes. Les graines de pin résistent au feu et germent facilement après un incendie. Sur 1 000 pins par hectare dans une plantation, 21 000 ont germé après l'incendie de 2012, selon une étude de l'Université nationale de Comahue. Chaque incendie produit ainsi plus de matière combustible et donne lieu à des incendies de plus en plus violents.

Les changements climatiques produisent également plus de sécheresses, plus de chaleur et des vents très violents. Dans ce contexte, la poursuite du programme de plantations massives équivaut à multiplier les conditions pour de futures catastrophes.

Pins et eau

Plusieurs villes de la cordillère de la Patagonie argentine ont été entourées de soi-disant « forêts communales, » lesquelles sont en réalité des plantations de pins ponderosas. Dans la plupart des cas, elles ont été plantées en prétendant qu'elles aideraient à stabiliser les zones pentues et à réduire la pression sur les forêts indigènes et prétendument pour créer une industrie régionale qui ne dépendrait pas du bois du nord du pays.

Par ailleurs, au cours des deux dernières décennies, de petites sources d'eau qu'utilisait la population locale ont disparu. C'est le cas de la ville d'Esquel, au Chubut, où la communauté a d'abord pensé que cela était peut-être une conséquence du changement climatique. Par la suite, ils ont noté que **les sources d'eau tarissaient à mesure que croissaient les plantations.**

Un nombre toujours plus élevé de travaux de recherche, notamment sur les problèmes sociaux et territoriaux, soulignent la consommation élevée d'eau des espèces exotiques (comme le pin) comparativement à la forêt indigène et aux pâturages et arbustes de la steppe. Un examen de plus de 500 bassins hydrographiques partout sur la planète montre la forte diminution du débit des cours d'eau là où se trouvent les plantations, un phénomène particulièrement marqué dans les zones sèches. Le débit moyen a diminué de 40 % avec les plantations de pin et de 75 % avec celles d'eucalyptus. De plus, il a été démontré que l'énorme demande en nutriments du sol altère la qualité chimique de l'eau superficielle et souterraine. (6)

Pour prévoir ce qui pourrait se produire du côté argentin de la cordillère si le plan forestier se poursuit, il est opportun d'examiner les effets de l'autre versant des Andes, dans le Gulu Mapu, où les superficies de pins et d'eucalyptus ont atteint 3 millions d'hectares.

Dans le Centre-Sud du Chili, le Gulu Mapu (territoire mapuche), les chercheurs et les communautés locales dénoncent que les monocultures de pins et d'eucalyptus contribuent plus que les changements climatiques à la réduction des débits d'eau. Imposées durant la dictature de Pinochet, les plantations ont aujourd'hui atteint un niveau d'invasion incontrôlable.

Les communautés mapuches et paysannes du sud du Chili sont entourées ou, pire encore, envahies ou expulsées pour l'établissement de plantations industrielles. Elles ont été les premières à subir les conséquences du modèle.

« ... Le grand fléau que nous affrontons aujourd'hui est celui des sociétés forestières qui sans pitié détruisent la vie naturelle avec leurs plantations d'essences exotiques dans notre Mapu. Des milliers d'hectares de pins et d'eucalyptus qui en plus d'éteindre toute la flore et la faune indigènes assèchent irrémédiablement les cours d'eau les plus proches, » témoignait Rumian Lemuy de la communauté Williche Kiyemtuain en 2012. (7)

Les plantations ont complètement transformé le paysage du sud du Chili et constituent maintenant la principale cause de conflit. L'unique réponse du gouvernement a été de militariser la région et de déclarer l'état de siège. Au début de novembre 2021, deux membres de la communauté mapuche ont été assassinés par les forces de l'État. (8)

Effets sur le fleuve Chubut

De nombreux ruisseaux dans la zone de la cordillère alimentent le fleuve Chubut qui traverse la province argentine du même nom de l'ouest à l'est avant de déboucher dans la mer d'Argentine Mar Argentino. Les sources se trouvent à la limite entre la forêt et la steppe, une bande d'environ 350 km de longueur. Dans cette région, le groupe italien détenteur de la marque de vêtements Benetton a à lui seul planté à ce jour plus de dix mille hectares de pins ponderosas et il continue d'étendre ses plantations.

Une recherche récente dans cette zone a noté que la transpiration des plantations de pins adultes a atteint jusqu'à 73 % du flux total d'eau, alors que dans la steppe arbustive, ce taux n'atteignait que 10 %. « Les plantations de pins en Patagonie semi-aride évaporent toutes les précipitations de sorte qu'il n'y a plus de drainage profond ni de reconstitution de l'eau souterraine, » conclut l'étude. (9) Ces données montrent que si la plantation massive de pins continue dans les parties élevées du bassin versant, le débit du fleuve Chubut baissera encore plus, alors qu'il diminue déjà en raison de la réduction des précipitations.

Pourquoi autant de pin ponderosa ?

Quatre-vingt-sept pour cent (87 %) des plantations en Patagonie andine sont composées de pins ponderosas. Dans la province de Chubut, ce taux atteint 96 %. Les scieries n'en veulent pas parce qu'ils sont surabondants, le secteur de la construction n'apprécie pas son bois, il ne sert pas de poteau ni de pilier ni de bois de chauffe. Alors, pourquoi plante-t-on autant de pins ponderosas ?

En Patagonie, le pin ponderosa croît deux fois plus vite qu'en Amérique du Nord, d'où il provient. Toutes les plantules (100 %) survivent, même dans les années de sécheresse. De son côté, le pin Oregon, dont le bois a les mêmes qualités que le cyprès indigène, ne résiste

pas bien à la sécheresse. C'est pourquoi il faut le replanter durant quatre ans pour compléter la plantation. Ainsi, avec le ponderosa, le planteur peut toucher la subvention plus rapidement. **La motivation consiste donc à obtenir de l'argent le plus rapidement possible.** Cela favorise les plantations massives sans tenir compte de l'utilisation finale de ce bois.

Mais il existe d'autres raisons. Tout comme au Chili, en Uruguay et dans le nord de l'Argentine, **derrière les pins et eucalyptus viennent les usines de cellulose et leurs séquelles de contamination de l'eau.** C'est un sujet généralement passé sous silence pour éviter de soulever la résistance sociale de manière anticipée. Les porte-parole du secteur insistent pour dire que les usines de pâte de cellulose sont exclues du plan forestier en Patagonie. Pourtant, c'était le but évident depuis le début des plantations dans les années 1970 ; les usines seraient situées sur le fleuve Chubut, près d'El Maitén. (10) Un article publié dans le quotidien La Nación, en 2016, explique que c'est justement l'objectif de la Compañía de Tierras del Sur du groupe Benetton : « Lorsque le moment arrivera, on offrira un bois de bien meilleure qualité que celui du nord-est argentin, plus adéquat pour la fibre cellulosique. » (11) En contrôlant le fleuve Chubut et disposant d'au moins une municipalité captive (El Maitén, où la majeure partie de l'ejido urbain appartient à Benetton, qui en plus dispose de l'appui du pouvoir politique), on peut facilement prévoir ce qui pourrait survenir au cours des prochaines décennies et quelles populations seront les premières touchées par la contamination de l'eau.

Invasions biologiques, académiques, institutionnelles

Le remplacement de la végétation indigène avec des plantations industrielles comporte de multiples effets. Pour en visualiser l'ampleur, il faut les prendre en considération ensemble et tenir compte de leurs interactions. Cependant, ni les chercheurs ni les différents organismes de l'État ne se parlent pour établir des cibles qui permettraient d'éviter des effets regrettables. Même à l'intérieur des organismes de l'État, les opinions divergentes sont rarement ou jamais débattues ouvertement. C'est pourquoi la politique forestière relative aux aires protégées, aux ressources hydriques et aux terres fiscales est en fin de compte définie de manière indépendante les unes des autres par des fonctionnaires qui obéissent avant tout aux pressions des intérêts économiques.

La continuité du Plan forestier a été assurée avec la formation de « ressources, » comme on appelle les diplômés de la Faculté de génie forestier de l'Université nationale de la Patagonie. Des ressources humaines pour les ressources forestières. Le CIEFAP (Centre de recherche et de formation en foresterie andine patagonique) et la Faculté de génie forestier, avec l'appui de l'agence GTZ d'Allemagne et les responsables au sein des gouvernements provinciaux, ont imposé le modèle forestier de plantations actuel et ont préparé la législation favorable requise. La « pinocratie » a produit quelque chose de similaire dans la province de Neuquén. Ce « développement » forestier imposé à très grande échelle n'est rien de plus qu'une autre forme d'invasion territoriale et d'extractivisme.

Que faire ?

Il est vraiment irresponsable de continuer de promouvoir les plantations, y compris à l'extérieur des forêts, dans la zone intermédiaire avec la steppe. La pire chose que l'on peut faire consisterait à « naturaliser » ce paysage artificiel et de ne pas voir tout ce qui vient par la suite : plus de sécheresses, accumulation de combustible pour des incendies toujours plus

dévastateurs ; et la contamination de rivières par des usines de cellulose dans un proche avenir.

Comme il a déjà été affirmé, **les pins en soi ne constituent pas le problème, c'est plutôt un problème d'échelle et de dimensions avec les mégaprojets.**

Il faut stopper la multiplication des fléaux. Il faut mener un processus de consultation préalable et en connaissance de cause (Article 169 de l'OIT) des populations potentiellement touchées et réaliser une étude d'impact environnemental correspondante avant de commencer les plantations vraiment nécessaires. La politique forestière doit être intégrée à une politique territoriale plus large qui avant tout mettra fin à l'expulsion de la population de leurs terres et à la criminalisation des communautés qui récupèrent une partie de ce qui était naguère leur territoire ancestral.

Au début de 2020, le Parlamento por el Agua y el río Chubut (Parlement pour l'eau et le fleuve Chubut) à El Maitén a déclaré que l'expansion des plantations préoccupe beaucoup de communautés mapuches : « Lorsque nous n'avons pas de *kizungenewün* (organe décisionnel autonome), nous subissons les conséquences de l'imposition de ce système capitaliste extractiviste. Les plantations de pins ainsi imposées causent les sécheresses et détruisent les arbres indigènes ; ces arbres se propagent facilement et sont très inflammables. » (12)

Il faut arrêter de toute urgence la prolifération incontrôlée de pins dans de nombreux secteurs. Les actions individuelles et collectives sont importantes pour freiner la propagation des pins dans des zones non envahies ou récupérer des zones envahies ([ce dépliant](#) propose des actions simples pour arracher les petits pins et dessécher les arbres bien établis). Les rencontres pour enrayer l'invasion, récupérer des sites particuliers et favoriser la recolonisation avec des essences autochtones ont une énorme importance éducative. Récemment, un projet d'aménagement a été présenté à Esquel pour remplacer peu à peu les soi-disant « forêts communales » de pins qui entourent la ville avec des arbres autochtones. Le rukatún (minga ou travail collectif communautaire pour le bien commun) constitue toujours une occasion de créer la solidarité, la conscience de ce qui appartient à toutes et tous, des biens communs et de l'interdépendance. Et de tout ce que la créativité et l'amour de la terre génèrent.

Aguayala, Argentine

Collectif de recherche, de diffusion et d'action sur l'eau en tant que bien commun dans Abya Yala spécialisé dans la région andine de la Patagonie. Composé de voisins, de comuneros mapuche, de scientifiques, d'employés actuels ou anciens du secteur forestier, de militants d'assemblées, de communicateurs, et d'artistes, le collectif est basé à Esquel et dans la Comarca du 42e parallèle.

Le présent article est un résumé de la publication « **Bienvenidos a Pinolandia, Agua, pinos, y territorio Efectos (hídricos) de la pinificación del territorio.** » On peut accéder à la [publication complète ici](#) qui contient de plus amples informations et des références bibliographiques complètes.

(1) La forestación como instrumento de despojo, 2011. <https://www.facebook.com/notes/nos-oponemos-al-saqueo-de-los-recursos-naturales/la-forestaci%C3%B3n-como-instrumento-de-despojo/145023218900144/>

(2) « El crimen privatizado, » Susana Lara, El Cohete a la Luna, 21 novembre 2021. <https://www.elcohetelaluna.com/el-crimen-privatizado/>

- (3) Tierras robadas en Cuesta del Ternerero: el crimen impune de Lucinda Quintupuray y su hijo
<https://argentina.indymedia.org/2021/10/09/tierras-robadas-en-cuesta-del-ternero-el-crimen-impune-de-lucinda-quintupuray-y-su-hijo/>
- (4) Plan Estratégico Forestal y Foresto Industrial 2030
<https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/publicacionforestales-versionfeb2020.pdf>
- (5) Patricio Segura. 2016. Plantaciones forestales: ¿La marea verde que amenaza a Aysén?
http://www.patagonjournal.com/index.php?option=com_content&view=article&id=3603%3Aplantaciones-forestales-ila-marea-verde-que-amenaza-aysen&catid=189%3Aclimate-change-series&Itemid=279&lang=es
- (6) Katheen A. Farley, Esteban G. Jobbágy et Robert B. Jackson. 2005. Effects of afforestation on water yield: a global synthesis with implications for policy. *Global Change Biology* 11(10): 1565–1576.
<https://doi.org/10.1111/j.1365-2486.2005.01011.x>
- (7) Rumian Lemuy. Comunidad Wiliche Kiyemtuaín. 2012. Desde la Cosmovisión Mapuche : El Agua de la Mapu está en grave peligro. *El Ciudadano* 22 mars 2012. <http://www.mapuche.info/?kat=2&sida=3069>
- (8) Chile: Carabineros asesinaron a dos comuneros mapuches
<https://www.notasperiodismopopular.com.ar/2021/11/04/chile-carabineros-asesinaron-a-dos-comuneros-mapuche/>
- (9) Mayra Milkovic, José M. Paruelo et Marcelo D. Nosetto. 2019. Hydrological impacts of afforestation in the semiarid Patagonia: A modelling approach. *Ecohydrology*: <https://doi.org/10.1002/eco.2113>
- (10) Susana Lara. El velo protector del Estado. Canilla libre para Benetton en Río Negro y Chubut.
<https://www.elcohetelaluna.com/el-velo-protector-del-estado/>
- (11) Los Benetton, de la moda al pino ponderosa <https://www.lanacion.com.ar/economia/campo/los-benetton-de-la-moda-al-pino-ponderosa-nid1874419>
- (12) Proclama del Parlamento por el Agua y en Defensa del Río Chubut
<https://www.biodiversidadla.org/Documentos/Proclama-del-Parlamento-por-el-Agua-y-en-Defensa-del-Rio-Chubut>

Le Fonds Arbaro : une stratégie d'expansion des plantations industrielles d'arbres dans les pays du Sud

L'idée fausse selon laquelle les plantations industrielles sont une solution à la crise climatique est une opportunité en or pour des fonds d'investissement comme Arbaro, qui accèdent aux rares financements climatiques disponibles pour développer des monocultures destructrices. Cela se traduit par une destruction accrue de l'environnement et du climat tandis que les communautés perdent leurs terres et leurs moyens de subsistance.

Lancé en 2018, le fonds Arbaro a été créé par deux sociétés basées en Allemagne : Finance in Motion et Unique. Le Fonds investit dans des sociétés de plantation d'arbres opérant dans les pays du Sud et a déjà reçu des millions de dollars pour ses projets d'expansion de ces monocultures.

L'affirmation mensongère selon laquelle les plantations d'arbres en monoculture aideront à prévenir le chaos climatique est de plus en plus répandue. Et cette affirmation mensongère aide les gestionnaires et les fondateurs du Fonds Arbaro à dégager d'importants profits. D'autres fonds font des allégations similaires et fonctionnent de manière similaire, parmi lesquels le Fonds Althelia pour le climat et le Fonds Permian Global. Les efforts du Fonds Althelia pour le climat pour générer des profits se concentrent essentiellement sur les investissements dans des projets qui peuvent leur permettre de vendre des crédits carbone forestiers. De même, le Fonds Permian Global se concentre principalement sur la vente de crédits carbone forestiers. (1)

Il est important de comprendre comment fonctionnent ces fonds et ce qui se cache derrière leur propagande en faveur du climat. L'une des raisons à cela est que d'autres fonds de ce type vont apparaître dans le contexte de la nouvelle mode des « solutions fondées sur la nature ». Comme REDD+, cette dernière tendance considère à tort les plantations industrielles d'arbres comme des forêts et comme une solution à la crise climatique. Il s'agit d'une opportunité en or pour des fonds d'investissement comme Arbaro, qui peuvent accéder à des financements climatiques pour développer des monocultures destructrices tout en empochant des millions de bénéficiaires. En réalité, ces Fonds facilitent l'expansion d'un modèle vicieux d'accaparement des terres, de violence, de pollution et de dépossession... et en conséquence, ils renforcent le chaos climatique.

En mars 2020, plus de 100 organisations de la société civile, dont le WRM, ont signé une lettre ouverte au Conseil du Fonds vert pour le climat (GCF) pour s'opposer à la demande de financement d'Arbaro. (3) Le Conseil a ignoré les graves préoccupations soulevées et a approuvé un investissement de 25 millions USD à Arbaro le même mois. Arbaro a présenté au FVC des plans d'investissement dans des plantations industrielles d'arbres dans sept pays : Sierra Leone, Ghana, Ouganda, Éthiopie, Pérou, Équateur et Paraguay. Arbaro espère obtenir encore plus d'argent à l'avenir et créer des plantations industrielles d'arbres sur 75 000 hectares supplémentaires.

L'équipe de gestion d'Arbaro a investi 4 millions de dollars de ses fonds propres dans le Fonds. Elle a également obtenu des promesses de dons de 196 millions de dollars auprès de fonds et de banques, notamment la Banque européenne d'investissement, des institutions de financement du développement (telles que la FMO néerlandaise et la GIZ allemande), quelques investisseurs privés et le Fonds vert pour le climat. (2)

La stratégie du capital-investissement : plus d'argent pour les propriétaires !

Arbaro est un « fonds de capital-investissement », ce qui signifie que son financement est constitué d'investissements dont les investisseurs deviennent copropriétaires. Ces fonds réunissent de l'argent provenant d'investisseurs externes, ainsi qu'une petite partie de leurs fonds propres, pour investir dans d'autres sociétés, appelées « sociétés en portefeuille » ou « holdings ».

Dans le cas d'Arbaro, les investissements se concentrent sur les sociétés de plantations d'arbres dans les pays du Sud. Il prend des parts dans ces sociétés, en utilisant l'argent fourni par le FVC et d'autres investisseurs (et les 4 millions de dollars que l'équipe de direction d'Arbaro a investis). Pour financer les programmes d'expansion des entreprises, des fonds comme Arbaro contractent souvent de nouveaux emprunts bancaires, généralement par l'intermédiaire des sociétés en portefeuille, plutôt que d'utiliser l'argent du Fonds. Les actifs des sociétés en portefeuille sont généralement utilisés comme garantie dans les prêts des banques.

Comme ces sociétés doivent contracter de nouveaux prêts importants et donc à payer des montants d'intérêts élevés, leur rentabilité à court terme est considérablement réduite. Cette stratégie de recours à l'endettement minimise le bénéfice imposable de l'entreprise. Cela se traduit donc par des recettes fiscales minimales pour l'État dans lequel les plantations sont mises en place et un profit maximal pour les investisseurs du fonds de capital-investissement. Cette stratégie est également censée garantir que les investisseurs comme le fonds Arbaro obtiennent un rendement maximal, mais elle augmente aussi considérablement les risques d'échec des investissements, car les sociétés en portefeuille doivent supporter un endettement très important.

La demande du Fonds Arbaro au FVC laisse penser que les sociétés sous-jacentes du portefeuille seront très endettées, car elles estiment que leurs impôts sur les sociétés seront très faibles.

Le Fonds Arbaro est créé pour exister au-delà de 15 ans. Les investisseurs externes espèrent que, pendant ce temps, les investissements dans les sociétés en portefeuille pourront générer des bénéfices. Pendant ce temps, les paiements que les fondateurs d'Arbaro recevront du Fonds ne dépendent pas du succès financier des sociétés du portefeuille.

La demande d'Arbaro au FVC indique que si la société recevait son investissement prévu de 200 millions de dollars américains, les gestionnaires du fonds obtiendraient 26,7 millions de dollars de frais de gestion garantis pour « gérer » le fonds et ses investissements, quelle que soit la rentabilité des entreprises dans lesquelles elle investit. (4) Cela semble indiquer des paiements garantis compris entre 570 % et 660 % par rapport à l'investissement de 4 millions de dollars des gestionnaires de fonds (570 % si les 4 millions étaient perdus et 660 % si les investissements finissent par être au moins égaux). L'équipe de gestion d'Arbaro peut également facturer d'autres frais cachés aux sociétés en portefeuille pour des services supplémentaires.

Après les 15 années de vie du Fonds, ni Arbaro ni ses investisseurs n'auront leur mot à dire sur ce qui arrive aux plantations créées – ou au carbone « stocké » qu'elles contiennent. Il est intéressant de noter que la comptabilisation du carbone d'Arbaro est basée sur le

maintien d'un stock de carbone « moyen à long terme », qui repose sur le fait que les arbres restent sur pied. Cette comptabilité s'étend sur 24 ans, la majeure partie de la séquestration du carbone ayant eu lieu au cours des neuf dernières années. C'est exactement la période qui suit la fin de la période d'investissement. (5)

L'expansion des plantations industrielles

Le projet présenté au Fonds vert pour le climat est qualifié de « Fonds forestier durable ». Arbaro affirme que « les forêts gérées de manière durable aident à protéger l'environnement de plusieurs manières, notamment en séquestrant le CO₂, en luttant contre la déforestation et en préservant la biodiversité ». (6) Mais, en réalité, son activité est axée sur l'expansion des plantations d'arbres en monoculture à l'échelle industrielle. De nombreuses expériences de plantations industrielles d'arbres similaires dans les pays du Sud, notamment dans les pays ciblés par le Fonds Arbaro, témoignent des nombreux effets néfastes de ces investissements sur les espaces de vie et les moyens de subsistance des communautés. Le Fonds Arbaro déclare que ses plantations seront certifiées par le Forest Stewardship Council (FSC). Cela ne représente pas du tout une garantie, étant donné le bilan épouvantable des plantations certifiées FSC impliquées dans des conflits fonciers. (7)

Le rapport annuel 2020 d'Arbaro indique que son objectif pour 2021 a été de mettre en place de nouveaux projets. (8) Jusqu'à présent, Arbaro a réalisé des investissements dans trois pays : le Ghana, la Sierra Leone et le Paraguay. Le Fonds prépare actuellement un investissement en Équateur. Début 2020, Arbaro et le gouvernement équatorien, représenté par le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, ont signé une lettre d'intention pour faciliter l'investissement d'Arbaro à hauteur de 25 millions de dollars américains dans des plantations industrielles d'arbres en Équateur. (9) En outre, en octobre 2021, Arbaro a présenté au Fonds vert pour le climat une proposition visant à ajouter deux nouveaux pays dans lesquels il pourrait investir dans des plantations industrielles d'arbres : la Colombie et le Guatemala. Cela signifie qu'Arbaro pourrait désormais utiliser le financement du FVC pour étendre son implantation également dans ces pays.

Miro Forestry au Ghana et en Sierra Leone

En Sierra Leone et au Ghana, le Fonds Arbaro est déjà impliqué dans des plantations industrielles d'arbres, à travers un partenariat avec une société britannique appelée Miro Forestry Developments. Comme Arbaro, Miro a été financé par d'importantes sommes d'argent public, principalement des banques européennes de développement, notamment le finnois FinFund, le britannique CDC et le néerlandais FMO. En 2018, Miro a reçu 20 millions de dollars du Fonds Arbaro, ce qui en fait le premier investissement du Fonds.

Les sociétés de Miro en Sierra Leone et au Ghana ne possèdent aucune terre, mais détiennent des baux. Certains de ces baux sont assortis de conditions variables, de sorte que les loyers versés aux propriétaires fonciers dépendent des bénéfices réalisés sur la vente de bois. (10) En 2019, le groupe a en fait enregistré une perte sur ses « actifs biologiques » (arbres) après des pertes dues aux incendies, à la sécheresse et aux conflits communautaires. (11)

Le rapport annuel 2020 d'Arbaro indique : « Tandis que les plantations s'étendent et parviennent à maturité, la société [Miro] a commencé sa phase d'industrialisation. » De plus, il précise qu'« en 2020, les premiers essais de son programme forestier avec des petits

exploitants ont été mis en place, avec environ 50 ha plantés ». (12) L'entreprise ne précise pas dans quelles plantations ou régions ces essais ont eu lieu.

En Sierra Leone, la plantation Yoni de la société couvre plus de 21 000 hectares situés dans le district de Tonkolili, à côté de la principale autoroute du pays menant à Freetown, la capitale. Il s'agit principalement de plantations d'eucalyptus et d'acacias. En raison de la proximité de Freetown et d'importantes installations portuaires en eau profonde, Miro dispose d'un accès pratique aux marchés d'exportation du bois.

Le WRM a récemment reçu des informations provenant du terrain selon lesquelles les baux fonciers avec les communautés sont d'une durée de 50 ans et que le montant que les communautés reçoivent pour avoir cédé leurs terres pendant cinq décennies est scandaleusement faible : 2 USD par hectare et par an. Cela ne représente pas seulement un abus et une exploitation complète des communautés, cela remet également sérieusement en cause leur survie en tant que communauté.

Des promesses non tenues

Selon les membres de la communauté, Miro avait promis la création d'hôpitaux, de puits pour l'eau potable, de mairies communautaires, de bourses pour l'éducation des enfants, d'un service de transport scolaire pour les enfants, de machines pour améliorer les pratiques agricoles des communautés, ainsi que des formations et des emplois pour leurs enfants plus âgés. Toutes ces promesses sont restées vaines. En fin de compte, les gens survivent à peine avec le loyer annuel extrêmement bas. De plus, il est interdit aux membres de la communauté d'entrer dans les plantations de l'entreprise, ce qui empêche l'accès à certaines rivières et petites routes. L'accès à l'eau est une grande préoccupation pour eux. Ils ont expliqué que même les chefs ne sont pas autorisés à entrer dans les zones occupées par l'entreprise sans y être invités, car la zone est bien protégée par des gardes.

Selon un contrat entre Miro et un conseil communautaire, Miro s'engage à verser 5 pour cent de ses bénéfices dans un fonds de développement communautaire pour améliorer les conditions de vie de la communauté. Toutefois, compte tenu de la manière dont ces entreprises organisent leurs affaires financières, Miro risque fort de cacher ou de réduire considérablement les bénéfices qu'elle réalise, et donc également d'éviter de verser ce montant aux communautés.

Au Ghana, la plantation Boumfoum de Miro couvre plus de 10 000 hectares et est située dans la région d'Ashanti. Un rapport de 2017 de l'ONG ghanéenne Civic Response révèle que Miro a obtenu une concession de 5 000 hectares dans la réserve forestière de Boumfoum sans consulter les communautés, ce qui a entraîné des conflits avec les petits agriculteurs. Le rapport explique que les communautés n'ont découvert les projets de plantation d'arbres de Miro que lorsque l'entreprise leur a dit d'abandonner leurs biens dans la zone. Miro prétend que les petits agriculteurs occupaient la terre illégalement et avaient défriché des fermes, des cultures vivrières et environ 13 000 arbres. Les petits agriculteurs expulsés n'ont reçu aucune indemnisation et plusieurs ont par la suite poursuivi Miro en justice. (13)

Paraguay

Les deux investissements d'Arbaro au Paraguay sont Forestal Apepú S.A. et Forestal San Pedro. Le Fonds vert pour le climat a approuvé ses projets d'expansion en décembre 2020. Arbaro détient en totalité Forestal Apepú depuis 2019 et la société va mettre en place 6 059 hectares de plantations d'eucalyptus dans le département de San Pedro, qui présente l'un des taux de déforestation les plus élevés de l'est du Paraguay et les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté les plus élevés du pays. Arbaro a créé Forestal San Pedro en 2021, et la société gère 6 270 hectares de plantations d'eucalyptus et projette de créer 1 730 hectares supplémentaires sur des terres louées, principalement dans le département de San Pedro.

Une enquête de terrain menée par le Centro de Estudios Heñoi en mai 2021 a révélé les effets néfastes de ces plantations industrielles. (14) Un habitant proche de la plantation principale d'Apepú a déclaré : « Maintenant l'eucalyptus arrive, et ils disent que cela va être avantageux. Mais, au contraire, ici, personne n'en a bénéficié, [cela n'a pas] du tout bénéficié aux pauvres ou à la communauté. Ils disent qu'ils vont aider la communauté à se développer, mais ce n'est que négatif ; ils ne veulent pas nous aider, ils veulent notre terre.

Les habitants ont insisté sur le fait que les problèmes de sécurité foncière aggravent les difficultés économiques auxquelles ils sont confrontés. Un autre habitant a expliqué : « Avant, il y avait plus de monde ici, tout cela faisait partie du village [...] ; avec un peu d'argent, ils ont acheté les gens. Avant, la communauté était plus importante, maintenant tout est occupé [par des plantations]. Beaucoup de gens sont partis, ils ont vendu pour un peu d'argent ou en échange d'une vache, et c'est tout. »

Les entreprises de plantations profitent des conditions difficiles auxquelles les paysans sont confrontés et font croire aux petits producteurs que les monocultures d'eucalyptus peuvent être l'occasion d'améliorer leurs revenus. Un autre problème clé est la façon dont les entreprises infiltrent et divisent les communautés. L'une des stratégies qu'elles utilisent est l'agriculture contractuelle, dans le cadre de laquelle les producteurs plantent sur leurs propres terres des eucalyptus qui seront vendus à la société de plantations. Une femme a expliqué : « Les grandes entreprises vous encerclent, elles sont tout autour de vous, et si vous plantez du manioc, ce n'est plus bon, et elles viennent et disent qu'elles vont vous racheter, elles vous coincent. Et elles chassent les paysans avec de l'argent. »

Unique, l'un des cofondateurs du Fonds Arbaro, gère également un projet de plantation d'eucalyptus à grande échelle au Paraguay, grâce à un investissement dans une société appelée PAYCO. Cette entreprise se sert des plantations d'eucalyptus pour soutenir l'intensification d'un élevage absolument non durable (en partie grâce à la vente de crédits carbone) et produit du bois de chauffage, qui servira probablement au séchage de l'un des autres produits de PAYCO, le soja génétiquement modifié. On a également signalé des conflits violents avec les peuples autochtones et les communautés paysannes au sujet des activités de PAYCO. (15)

Remarques de conclusion

Les investissements d'Arbaro s'accompagnent de discours sur la restauration des forêts et l'atténuation du changement climatique, et ils sont soutenus par des financements climatiques internationaux et publics. La structure et la conception de l'entreprise sont telles que l'équipe de gestion peut accéder aux rares sources de financement climatiques tout en générant des bénéfices astronomiques à son profit, sans pratiquement aucun risque pour son maigre investissement

dans l'entreprise. Tous ces discours en faveur du climat cachent une réalité plus désastreuse à laquelle sont confrontées les communautés là où sont implantées les plantations.

Le Fonds Arbaro en offre un parfait exemple. Son équipe de gestion se procure d'énormes profits tout en laissant les risques financiers à des investisseurs extérieurs. Pendant ce temps, les communautés affectées perdent non seulement leurs terres, leurs moyens de subsistance et leurs modes de vie, mais elles sont également trompées pour les amener à signer des contrats abusifs, comme celui de 2 USD par hectare et par an en Sierra Leone. Les plantations industrielles d'arbres qui sont créées par le biais de ces investissements développent également un modèle de destruction et de pollution qui ne fait qu'exacerber le chaos climatique.

Les fonds d'investissement comme le Fonds Arbaro renforcent ainsi les structures de spoliation coloniales, racistes et violentes ainsi que la dévastation environnementale et le changement climatique.

Secrétariat international du WRM

- (1) Re:common and Counter Balance, Banking on forests, 2014, <file:///Users/Usuario/Downloads/briefing-banking-on-forests.pdf> ; et REDD-Monitor, 2019, Indonesia's Katingan REDD project sells carbon credits to Shell. But that doesn't mean the forest is protected. It's threatened by land conflicts, fires and a palm oil plantation, <https://redd-monitor.org/2019/12/12/indonesias-katingan-redd-project-sells-carbon-credits-to-shell-but-that-doesnt-mean-the-forest-is-protected-its-threatened-by-land-conflicts-fires-and-a-palm-oil-plantation/>
- (2) Demande d'Arbaro au FVC, page 27, section C : Informations financières
- (3) Lettre ouverte aux membres du Conseil du Fonds vert pour le climat, https://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2020/03/Open-Letter-GCF-Board-Arbaro-Fund_-final-w-signatures.pdf
- (4) Proposition de financement d'Arbaro par le FVC, avril 2020, page 28, section C.2 : Financement par composante
- (6) <https://redd-monitor.org/2020/03/10/the-green-climate-fund-must-reject-arbaros-industrial-tree-plantations/>
- (7) Arbaro Advisors, Investing in Sustainable Forestry, <https://www.arbaro-advisors.com/>
- (8) FSC-watch, <https://fsc-watch.com/>
- (9) Arbaro Fund, Annual Sustainability Report, 2020, https://www.arbaro-advisors.com/fileadmin/user_upload/Arbaro_Fund/Arbaro_Fund_-_2020_Annual_Sustainability_Report_LR.pdf
- (10) Arbaro Fund, Arbaro and Ecuadorian Ministry of Agriculture and Livestock sign letter of intent promoting sustainable forestry development, <https://www.arbaro-advisors.com/news-press-old-page/article/arbaro-and-ecuadorian-ministry-of-agriculture-and-livestock-sign-letter-of-intent-promoting-sustainable-forestry-development/>
- (11) Miro Accounts 2019, page 38, Note on right of use assets
- (12) Miro Developments Accounts 2019, Post balance sheet event, page 40, note 10
- (13) *Idem* (9)
- (14) Civic Response, 2017, Assessing Community Consent in Large Scale Land Investments in Ghana, <http://civicresponsegh.org/wp-content/uploads/2017/07/CR-Land-Use-for-web.pdf> and REDD-Monitor, 2021, How the African Forest Landscape Restoration Initiative is promoting the expansion of industrial tree plantations, <https://redd-monitor.org/2021/09/24/how-the-african-forest-landscape-restoration-initiative-is-promoting-the-expansion-of-industrial-tree-plantations/>
- (15) GFC, The Arbaro Fund and monoculture tree plantations in Paraguay, 2021, <https://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2021/09/Arbaro-paraguay-summary.pdf>
- (16) *Idem* (15)

L'agenda de l'entreprise de plantations industrielles d'arbres Suzano à la COP26 de l'ONU sur le climat : expansion, arbres OGM et certification FSC

Si Suzano était présente aux négociations climatiques de l'ONU en 2021, c'était principalement pour promouvoir les plantations d'arbres comme « solution » au changement climatique, sous le nom de « solutions fondées sur la nature ». Que ce soit avec l'énergie de la biomasse, les plantations pour la séquestration du carbone ou les arbres génétiquement modifiés, Suzano vise à profiter toujours plus de prétendues politiques climatiques.

Les personnes arrivant à la gare de Glasgow en novembre 2021 pour assister à la COP26, la réunion des Nations Unies sur le climat, se sont vues remettre des exemplaires du *Financial Times*, avec en première page une publicité de Suzano, le géant brésilien de l'industrie papetière. « Nous soutenons un marché du carbone réglementé pour mettre en œuvre l'Accord de Paris », indique l'annonce publicitaire. (1)

Dans une série de points clés, Suzano, le plus grand producteur mondial de pâte à papier à base d'eucalyptus, affirme qu'une décarbonation rapide nécessite « la création d'un marché du carbone réglementé véritablement mondial ». Suzano se décrit comme une « entreprise à bilan carbone négatif » qui a « démontré qu'un changement positif est réalisable aujourd'hui ».

Et l'entreprise annonce son objectif d'atteindre « une élimination nette de 40 millions de tonnes de carbone de l'atmosphère » d'ici 2025.

Lors de la COP26, Walter Schalka, le PDG de Suzano, a déclaré à la coalition « Business for Nature » que « la biomasse [allait] transformer l'avenir ». (2) Schalka affirme que son entreprise « peut faire partie de la solution au changement climatique, car [elle est] des deux côtés de l'équation. D'un côté, nous absorbons le carbone, et de l'autre, nous remplaçons des matériaux fossiles ».

En réalité, la combustion de biomasse pour produire de l'électricité est en plein essor, au moins en partie parce que l'ONU considère la biomasse comme une source d'énergie neutre en carbone. Cela permet aux pays et aux entreprises de brûler de la biomasse sans avoir à compter les émissions, ce qui les aide ainsi à atteindre leurs objectifs de réduction de carbone. Mais l'expansion des plantations industrielles d'arbres et la combustion de granulés de bois ont un impact très négatif sur le climat et les communautés forestières.

En outre, Suzano est responsable d'un accaparement massif de terres au Brésil, y compris dans les territoires appartenant à des Peuples autochtones. L'entreprise espère continuer à poursuivre l'expansion de ses plantations en monoculture sous le couvert de « solutions fondées sur la nature ». Une autre tactique clé utilisée par Suzano pour continuer d'étendre ses plantations d'eucalyptus consiste à se présenter comme une entreprise qui pratique la « conservation » et la « restauration ». Cela lui permet de dissimuler son bilan désastreux en termes d'impact sur les forêts et les populations forestières.

Suzano et les monocultures d'eucalyptus

En 2019, Suzano Pulp and Paper a fusionné avec Fibria pour former Suzano SA. (3) La société Fibria était issue d'une précédente fusion entre Aracruz Celulose et Votorantim

Celulose e Papel. Aracruz était l'une des sociétés papetières les plus controversées du Brésil. (4)

Suzano a une capacité de production annuelle de 11 millions de tonnes de pâte et 1,4 million de tonnes de papier. Ses exportations annuelles s'élèvent à 4,5 milliards de dollars. L'entreprise possède un total de 2,4 millions d'hectares de terres dans sept États du Brésil (Espírito Santo, Bahia, Maranhão, Ceará, Pará, Mato Grosso do Sul et São Paulo). Sur ce total, 1,5 million d'hectares accueillent des monocultures d'eucalyptus à croissance rapide.

Les vastes plantations de Suzano ont un impact majeur sur les communautés et leur environnement. Les plantations ont asséché les ruisseaux et les cours d'eau. Les conditions de travail dans les plantations sont terribles. (5) Les plantations de l'État brésilien d'Espírito Santo que Suzano a acquises au moment de sa fusion avec Fibria ont été créées sur des terres qui n'appartenaient pas seulement aux peuples autochtones Tupinikim et Guarani. Après 40 ans de luttes, les peuples indigènes ont obtenu la restitution de 18 070 hectares qui faisaient partie de leur territoire (6). Les plantations ont également occupé des terres des communautés quilombolas [descendants d'esclaves fugitifs]. Suzano a aussi repris la participation de Fibria dans Veracel, de 50 %, ce qui en fait le copropriétaire, avec Stora Enso, des plantations créées sur les terres du peuple indigène Pataxó, dans l'État de Bahia.

Sur son site Internet, l'entreprise indique qu'elle « étudie les possibilités de générer des crédits carbone à travers des projets de foresterie (eucalyptus et indigènes) et d'ingénierie ». (7)

Suzano affirme qu'en 2020, ses plantations industrielles d'arbres ont éliminé un total net de 15 millions de tonnes de CO₂ de l'atmosphère. La société déclare que ces chiffres ont été vérifiés par un « tiers », mais ne donne aucun détail sur la façon dont les chiffres ont été calculés. Suzano omet d'expliquer l'ampleur de la destruction de la biodiversité, des sols et de la culture causée par ces plantations ; l'ampleur de la pollution générée par les grandes quantités de produits phytosanitaires utilisées dans les plantations, les gros engins utilisés pour la coupe et le transport, ainsi que les usines de pâte et les infrastructures connexes ; l'ampleur des violences causées par les plantations sur les communautés autochtones, quilombolas et les autres communautés traditionnelles.

Le fait que Suzano ait participé à la COP26 pour promouvoir les marchés du carbone illustre à quel point les plantations d'arbres sont devenues une opportunité commerciale dans le nouveau « paquet climat ».

Suzano et les arbres OGM

En 2010, Suzano a acheté une société enregistrée au Royaume-Uni appelée FuturaGene, qui mène des recherches sur les arbres génétiquement modifiés (OGM). (8) FuturaGene appartient à une société appelée Suzano Trading Ltd, enregistrée dans le paradis fiscal des îles Caïmans. (9)

Une brochure d'entreprise de FuturaGene explique que « FuturaGene a obtenu, en 2003, l'eucalyptus génétiquement modifié H421, développé pour augmenter l'accumulation de biomasse ». (10) La société a affirmé que cet arbre génétiquement modifié serait 20 % plus productif. En 2015, la Commission technique brésilienne sur la biosécurité (CTNBio pour son

acronyme en portugais) a approuvé la demande de Futuragene pour l'utilisation commerciale de l'eucalyptus [H421](#).

Si Suzano affirme que cela améliorera le rendement de ses plantations d'arbres industrielles, en réalité, les arbres à croissance plus rapide utiliseront encore plus d'eau souterraine. Et l'accroissement des bénéfices de Suzano, ainsi que ses ambitions d'expansion dans la production de biomasse ainsi que de pâtes et papiers, se traduiront par une expansion majeure de la superficie des plantations de l'entreprise. L'entreprise poursuit son expansion. Suzano construit une autre énorme usine de pâte avec une capacité de production annuelle de 2,3 millions de tonnes dans le Mato Grosso do Sul. Cela se traduira par une augmentation des surfaces de terres converties en plantations d'arbres en monoculture dans et autour de cet État.

Jusqu'à présent, cependant, FuturaGene perd de l'argent. En 2019, FuturaGene a enregistré une perte de 13,3 millions de livres sterling (environ 17,6 millions de dollars). L'année suivante, la perte a été de 8,9 millions de livres sterling (environ 11,7 millions de dollars). Au total, FuturaGene a coûté à Suzano SA environ 121 millions de livres sterling (environ 160 millions de dollars).

En 2016, une [interview](#) avec Stanley Hirsch, le PDG de FuturaGene, illustre l'ambition de son entreprise. (11) Hirsch évoque une « opportunité majeure pour la biotechnologie industrielle ». Et il révèle le gigantesque accaparement des terres que vise son entreprise :

« Je pense qu'une partie de la solution consiste à analyser où nous avons des terres dégradées. Il y a environ deux milliards d'hectares de terres agricoles et forestières dégradées dans le monde. Soixante-quinze pour cent de ces terres se trouvent en Afrique. C'est une énorme opportunité, à la fois en termes d'opportunités économiques et en termes de maintien de la durabilité de la planète. »

Pendant la COP26 à Glasgow, au Brésil, CTNBio a approuvé la « dissémination dans l'environnement » de l'eucalyptus génétiquement modifié 751K032, « son utilisation commerciale et toute autre activité liée à cet OGM et à toute descendance qui en dérive ». Suzano a demandé au CNTBio l'approbation de ce nouvel eucalyptus génétiquement modifié résistant au glyphosate.

L'utilisation des produits phytosanitaires est déjà [un problème majeur là où des plantations en monoculture sont établies](#). Les sols, l'eau, la biodiversité, les travailleurs et les communautés subissent les effets de cette contamination. L'eucalyptus OGM résistant au glyphosate entraînera une augmentation de l'utilisation d'herbicides dans les monocultures de Suzano. Les impacts de la contamination seront également aggravés.

Suzano et le Forest Stewardship Council

Malgré les impacts environnementaux et sociaux des activités de Suzano, les [plantations](#) de l'entreprise sont [certifiées](#) par le [Forest Stewardship Council](#) comme faisant l'objet d'une bonne gestion. (12)

Les normes du FSC interdisent l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés. Mais le FSC a réussi à [s'arranger](#) pour ne pas avoir à reconnaître le fait que Suzano a investi de

grosses sommes d'argent dans des arbres génétiquement modifiés, avec l'intention manifeste de les utiliser à des fins commerciales. (13) FSC fait valoir que,

« L'autorisation de déployer commercialement le clone OGM ne met pas Suzano en conflit avec les règles du FSC tant qu'elle n'en fait pas usage. Cependant, si Suzano procédait à la plantation d'arbres OGM à des fins commerciales, le FSC engagerait un processus formel dans le cadre de notre politique d'association, conduisant à une dissociation par rapport à l'entreprise. »

Suzano a fait pression sur le FSC pour qu'il affaiblisse encore plus sa position sur les arbres génétiquement modifiés afin de permettre aux entreprises certifiées de planter des arbres génétiquement modifiés. Le FSC a récemment organisé une consultation sur l'affaiblissement de sa politique sur les arbres génétiquement modifiés. Le Global Justice Ecology Project a lancé une pétition s'opposant aux changements proposés. (14)

Dans son Rapport annuel 2019, FuturaGene explique que (15),

« En raison des problèmes persistants liés à l'obtention de la certification des produits à base d'organismes génétiquement modifiés (« OGM ») du Forestry Stewardship Council (FSC), il est considéré comme peu probable qu'il y ait un déploiement commercial majeur du produit avant 2022. »

Mais dans son Rapport annuel 2020, Futuragene ne mentionne pas le FSC et précise simplement que,

« Le déploiement commercial de H421 (la technologie développée par les filiales de la société) a maintenant commencé. » (16)

Les plantations de Suzano restent certifiées FSC.

Suzano se rapproche de plus en plus des plantations commerciales d'eucalyptus génétiquement modifiés. Voilà donc à quoi ressembleront les « solutions fondées sur la nature ». De vastes zones de monocultures génétiquement modifiées, cultivées pour le profit des entreprises.

Pour les entreprises industrielles de plantations d'arbres, la COP26 a été l'occasion de faire pression pour accélérer l'« économie bas carbone » en plantant plus d'arbres ! Les marchés du carbone et les tactiques de greenwashing perpétuent les relations d'exploitation et de discrimination inhérentes à la production à l'échelle industrielle. Les populations qui vivent dans les territoires sacrifiés et en dépendent pour cette soi-disant « économie à faible émission de carbone » portent le fardeau le plus lourd.

Par Chris Lang

<https://twitter.com/reddmonitor>

<https://REDD-Monitor.org>

(1) Lauren Gifford, du Financial Times, présente la couverture du journal sur papier glacé, mettant en avant une publicité de Suzano favorable au marché réglementé du carbone, distribué aux participants à la COP26 à la gare de Glasgow. Novembre, 2021, Twitter, <https://twitter.com/LaurenGifford/status/1457639752316948481>

(2) Business for Nature, COP26 Nature's Newsroom : Walter Schalka (CEO, Suzano), novembre 2021, https://www.youtube.com/watch?v=AnszsJM0_0o

(3) Suzano, <https://www.suzano.com.br/en/suzano-is-born-from-the-combination-of-suzano-pulp-paper-and-fibria/>

- (4) Brazil: Aracruz – Sustainability or business as usual?, 2005, <https://chrislang.org/2005/10/28/brazil-aracruz-sustainability-or-business-as-usual/>; Brazil: Quilombolas protest against Aracruz Cellulose, 2005, <https://chrislang.org/2006/02/27/brazil-quilombolas-protest-against-aracruz-cellulose/>; and Brazil: Worked to death by Aracruz, 2005, <https://chrislang.org/2005/11/28/brazil-worked-to-death-by-aracruz/>
- (5) Brazil: Worked to death by Aracruz, 2005, <https://chrislang.org/2005/11/28/brazil-worked-to-death-by-aracruz/>
- (6) Apprendre des leaders indigènes Tupinikim au Brésil sur la reconquête de leurs territoires: une lutte de plus de 40 ans, WRM Bulletin, 2021, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/apprendre-des-leaders-indigenes-tupinikim-au-bresil-sur-la-reconquete-de-leurs-territoires-une-lutte-de-plus-de-40-ans/>
- (7) Suzano, Indicators Center 2020, <https://centraldeindicadores.suzano.com.br/en/long-term-goals/even-more-climate-positive/>
- (8) Futuragene Limited, Overview, <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/04001406>
- (9) Futuragene Limited, People, <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/04001406/persons-with-significant-control>
- (10) Futuragene, Innovation is Action, https://www.futuragene.com/wp-content/uploads/2018/06/8_FuturaGene-3.pdf ; et International Service for the Acquisition of Agri-Biotech Applications, Event Name: H421, <https://www.isaaa.org/gmapprovaldatabase/event/default.asp?EventID=395>
- (11) GlobalBiotechRevolution, GapSummit 2016 - Entretien avec le Dr Stanley Hirsch, 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=JO4I935ByKs>
- (12) Certificats FSC – Suzano : [https://info.fsc.org/details.php?id=a0240000005sSqIAAE&type=certificate](https://info.fsc.org/details.php?id=a0240000005sSqIAAE&type=certificate;); [https://info.fsc.org/details.php?id=a0240000005uzwTAAQ&type=certificate](https://info.fsc.org/details.php?id=a0240000005uzwTAAQ&type=certificate;); [https://info.fsc.org/details.php?id=a0240000008fRYJAA2&type=certificate](https://info.fsc.org/details.php?id=a0240000008fRYJAA2&type=certificate;); [https://info.fsc.org/details.php?id=a02f300000jmYnSAAU&type=certificate](https://info.fsc.org/details.php?id=a02f300000jmYnSAAU&type=certificate;); and <https://info.fsc.org/details.php?id=a024000000H4SozAAF&type=certificate>
- (13) FSC, Application of Suzano for commercial use of genetically modified trees, <https://fsc.org/en/newsfeed/application-of-suzano-for-commercial-use-of-genetically-modified-trees>
- (14) The Campaign to STOP GE Trees, FSC Petition Demands Strong GE Tree Ban, <https://stopgetrees.org/new-fsc-petition-demands-strong-ge-tree-ban-sign-by-dec-14/>
- (15) Futuragene, 2019, <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/04001406/filing-history/MzI3MzI0Mtc5MGFkaXF6a2N4/document?format=pdf&download=0>
- (16) Futuragene, 2020, <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/04001406/filing-history/MzI5ODQ0NzY2NGFkaXF6a2N4/document?format=pdf&download=0>
<https://stopgetrees.org/new-fsc-petition-demands-strong-ge-tree-ban-sign-by-dec-14/>

RECOMMANDATIONS

Série d'animation « Histoires de décolonisation »

La Fondation Gaia et d'autres membres fondateurs de l'African Earth Jurisprudence Collective - SALT au Kenya, AFRICE en Ouganda et EarthLore au Zimbabwe et en Afrique du Sud, ont produit trois histoires animées qui explorent la renaissance de la terre, de l'eau, des semences et des cultures centrées sur la Terre par les communautés autochtones et traditionnelles en Ouganda, au Zimbabwe et au Kenya. Ces histoires de décolonisation démontrent l'immense valeur des connaissances et des pratiques autochtones et sont des alternatives vivantes à l'économie dominante de croissance industrielle. Comme l'affirment les producteurs, ces histoires témoignent du fait « que les dommages et les pertes subis depuis la colonisation peuvent être guéris ».

Regarder et partager les animations (uniquement disponibles en anglais) :

* Grains of Hope. The revival of seeds, land and culture in Bikita, Zimbabwe (Graines d'espoir : la renaissance des semences, de la terres et de la culture dans le district de Bikita, Zimbabwe), <https://spark.adobe.com/page/TCTrBeg6TZTXN/>

* Land of the Bees. Turning the tide on a history of loss in Tharaka, Kenya (La terre des abeilles. Inverser le cours d'une histoire marquée par la perte dans le comté de Tharaka, Kenya),
<https://spark.adobe.com/page/Kb9sull88Sp9U/>

* Custodians of Life. How the Bagungu People are reviving sacred custodianship in Uganda (Les gardiens de la vie. Comment le peuple Bagungu renoue avec la garde sacrée en Ouganda),
<https://spark.adobe.com/page/hDcRWPfEkMOrC/>

L'économie féministe : apprenons avec les agricultrices

Cette vidéo est produite par l'organisation féministe Sempreviva (SOF), en partenariat avec RAMA, le Réseau agroécologique des agricultrices de Barra do Turvo, au Brésil.

Cette vidéo présente l'Économie féministe comme une construction quotidienne dans la vie des femmes et comme un projet politique à poursuivre pour organiser la société dans son ensemble, en articulant les dimensions du travail dans l'agriculture, l'agroécologie, l'organisation communautaire, la souveraineté alimentaire, la reproduction de la vie et le mouvement féministe. Dans la vidéo, des agricultrices parlent des transformations que l'organisation collective a provoquées dans leur vie. La vidéo est disponible sur la chaîne YouTube de SOF en portugais, espagnol, anglais et français.

PO : <https://www.youtube.com/watch?v=MkUjORBmqk4>

EN : <https://www.youtube.com/watch?v=a99zGQqHtRw>

ES : https://www.youtube.com/watch?v=z_d6l59y_DM

FR : <https://www.youtube.com/watch?v=avtlayPkDnc>

Pollueurs et pilliers. Les racines des crises africaines

L'Alliance africaine WOMIN a sorti le premier d'une série de courts métrages d'animation. Cette animation raconte l'histoire à laquelle les communautés rurales, paysannes et ouvrières de tout le continent africain ont été confrontées depuis le début de la colonisation jusqu'au capitalisme néolibéral actuel. C'est l'histoire de vies et de moyens d'existence perturbés et détruits, d'une catastrophe environnementale causée par des industries extractives sans entraves, de la violence perpétrée à l'encontre des personnes à la peau brune ou noire, dont la vie est constamment dévalorisée, et de l'exploitation du travail domestique des femmes et des violences perpétrées sur leurs corps. Mais, c'est aussi l'histoire d'une résistance menée par des femmes et des communautés qui se lèvent pour

défendre les gens et la nature, et proposer une vision différente de l'Afrique et leurs idées pour une vie différente pour ses peuples libérés des pilleurs et des pollueurs. Voir la vidéo en anglais ici : <https://youtu.be/IAqj-iSSvuQ>

Surveillance des territoires : agriculture 4.0

Découvrez les menaces de l'agriculture 4.0. et les résistances possibles des agricultrices. Alors que les géants technologiques arrivent dans les campagnes (robots, cartographie, data mining, persuasion et espionnage), ils se heurtent à la résistance paysanne : sagesse, expérience, partage et respect de la nature. Une animation réalisée par Red Tecla, en collaboration avec la Marche mondiale des femmes, ETC Group et REDES - Amis de la Terre Uruguay, nous raconte cette histoire.

Voir la vidéo en espagnol et en portugais.

ES : <https://www.youtube.com/watch?v=OjufHbW5WUo&t=1s>

PO : <https://www.youtube.com/watch?v=4VoSw1uulw4>

L'escroquerie de la compensation de Total

Les escroqueries de la compensation sont le nouveau déni climatique... et cela a des conséquences dangereuses. Greenpeace International a mis en ligne cette courte vidéo pour montrer comment le géant pétrolier français Total prétend s'engager pour un avenir énergétique propre, mais tente dans le même temps de faire des forages pétroliers dans une forêt vierge de la République du Congo, où vivent de nombreuses communautés autochtones.

Voir la vidéo ici :

<https://youtu.be/eYScY6QQBSM>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante :

Bulletin 259 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Face aux obligations imposées par le capital, la lutte continue! » (<https://wrm.org.uy/fr/>)

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé « Les communautés résistent à l'accaparement des terres et aux plantations d'arbres. Le sommet climatique aggravera les deux » ?

[Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien.](#)

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy/fr/>